

Pour ce travail collectif sur le thème " L'École, reflet de notre société, de toutes nos craintes et de tous nos espoirs ? Quelle voix de la franc-maçonnerie pouvons-nous faire entendre ? Quels constats et quelles propositions peuvent faire les francs-maçons ? ". C'est sur le lien fort qui unit la République et son École que je voudrais, ce soir, nourrir la réflexion en apportant à travers cette contribution l'esprit de l'atelier Eugène Varlin.

Aussi ai-je choisi de donner à cette planche un titre résolument affirmatif :

Ecole et République doivent rester indissociables.

La volonté républicaine d'asseoir fortement la République à travers une présence affirmée de l'École, c'est ce que nous montrera une première partie d'inspiration historique.

La situation de crise vécue aujourd'hui par notre société atteint l'École. Un constat lucide mais sans concession fera l'objet de la deuxième partie.

Enfin, si nous continuons à croire en la République comme forme avancée d'organisation de la vie sociale, formulons pour l'École publique, laïque tout ce qui lui est nécessaire pour remplir sa mission, et ce sera la troisième partie de mon intervention.

Avant de commencer, je voudrais vous dire que mon engagement militant à la Ligue de l'Enseignement, à la Fédération des Oeuvres Laïques du Rhône a nourri ma pensée. Aussi cette planche s'appuiera sur le travail de réflexion mené depuis un certain temps et dont le thème était : *pour que la République laïque, démocratique et sociale tienne ses promesses !*

*

**

Dès le siècle des Lumières, l'importance de l'école est mise en avant. Quelques citations pour illustrer ce propos :

Montesquieu : "C'est dans le gouvernement républicain que l'on a besoin de toute la puissance de l'éducation".

Jean-Jacques Rousseau : "Former des citoyens n'est pas l'affaire d'un jour, et pour les avoir hommes, il faut les instruire enfants".

Condorcet : "On ne naît pas citoyen, on le devient". Selon ce dernier, " l'instruction vise au perfectionnement de l'humanité autant qu'à la perpétuation de la République, voilà pourquoi elle est une école d'humanité. Il est important de s'instruire pour être éclairé autant que pour être républicain". Condorcet

propose de relier le savoir, le droit et la liberté. Il fait de l'école un lieu d'élaboration de l'humanisme et définit l'école comme organe de la République.

La révolution de 1848 permettant l'avènement de la seconde République et la pratique du suffrage universel (bien que réservé seulement aux hommes) va voir ce processus démocratique remis en cause par le coup d'Etat de Louis-Napoléon Bonaparte récemment élu Président de la République. En effet, ce dernier, au mépris de la volonté du peuple va devenir empereur sous le titre de Napoléon III. Pour les Républicains, cet échec du suffrage universel va être un élément déclencheur. Il faut faire l'éducation au suffrage universel.

Il faudra attendre Jules Ferry et ses lois scolaires pour voir mis en œuvre ce concept. La logique en est la suivante : **l'instruction est obligatoire** entre sept et treize ans. Obligatoire, **l'école est donc gratuite** afin de ne créer aucune charge pour les parents quel que soit leur revenu familial. Obligatoire, **l'école est donc laïque** afin de permettre à tous les enfants, quelles que soient les convictions de leur famille, de se retrouver dans un cadre où les programmes et les aménagements n'imposent à quiconque une foi et un culte particuliers. Cette foi et ce culte sont sauvegardés : l'éducation religieuse sera dispensée hors-école publique ; une journée, le jeudi, lui sera réservée.

Il importe maintenant de souligner le lien entre ces dispositions bien connues avec le régime républicain.

1. La République se déclare d'abord incompétente pour enseigner un credo. Elle ne bénéficie ni d'une révélation divine ni d'une infailibilité. Elle ne peut et donc ne doit enseigner dans l'école publique que des savoirs justifiables en raison par des méthodes communément acceptables.
2. La République respecte la liberté de conscience et la garantit. L'option philosophique religieuse, areligieuse, antireligieuse est une affaire privée, c'est à dire le résultat d'un choix personnel. Dans ce domaine elle n'a ni à intervenir ni encore moins à trancher. La République n'intervient que pour protéger l'exercice de cette liberté.
3. Aussi, de manière à éviter toute confusion, la République a voulu marquer nettement la distinction des domaines par des séparations. Mot très significatif dans le vocabulaire juridique et donc laïc : séparation des pouvoirs, séparation des églises et de l'Etat. Cette séparation se manifeste
 - dans l'espace : le bâtiment scolaire,

- dans le temps : le dimanche et, originellement, le jeudi sont des jours non scolarisés,
- dans les personnels : les membres du clergé ne peuvent être des fonctionnaires de l'Instruction Publique.

On peut dire que la laïcisation de la société à travers l'école commence à ce moment là. Le processus d'émancipation par rapport à la domination de l'église s'engage. Le pape Léon XIII déclare "L'école est le champ de bataille où se décide si la société restera ou non chrétienne". Comment former des citoyens à la liberté et aux devoirs républicains si l'Eglise possède un pouvoir considérable de façonnement des consciences ?

Ferdinand BUISSON apportera une réponse cinglante : "L'Eglise est logique, il faut être avec elle ou contre elle. L'école laïque n'est pas une chose sans nom ou sans caractère. Il faut opter : ou l'école rationaliste ou l'école cléricale. Il n'y a rien entre les deux. "

Pénétrés de cet idéal de justice, d'égalité et de fraternité, les hommes politiques de la troisième République - pour la plupart francs-maçons - ont voulu cette école publique, laïque. Ils allaient affirmer, un peu plus tard, que la République française serait elle aussi laïque. Seule condition pour que tous les Français se reconnaissent en elle. Je ne développerai pas plus mais la tiédeur des manifestations officielles pour célébrer la loi de 1905 m' a obligé à ce court rappel.



Venons en à **l'École d'aujourd'hui**. Elle occupe une place importante dans la société. Une société dans laquelle des mutations profondes, inédites, rapides et incessantes affectent toutes les dimensions de la condition humaine : connaissances, techniques, relations sociales, identités, morale, économie, communications.... Ces mutations créent des situations incertaines, contradictoires, paradoxales et interdépendantes. Elles engagent de nouveaux champs de responsabilités pour tous les humains.

Cependant, dans une société où les repères se brouillent, les peurs s'insinuent, l'avenir est opaque, l'emploi change de nature et devient le plus souvent précaire, le repli sur soi s'accroît, les inégalités se creusent, l'éducation et l'École subissent de plein fouet les effets de cette crise. La production des richesses, le progrès des sciences, la multiplication des informations ne semblent plus des promesses d'émancipation, faute d'un partage équitable.

Si l'École remplit encore, malgré les bouleversements sociaux et, de plus en plus difficilement, la plus grande part de ses fonctions, elle n'en est pas moins

à un tournant. Elle est confrontée à des ghettoisations territoriales, à l'extension de la pauvreté, des inégalités et des injustices, aux souffrances des populations marginalisées ou exclues, **aux inquiétudes et aux interrogations des parents, au mal-être d'un nombre croissant d'élèves, au malaise d'une partie des enseignants.**

Sous l'effet des incertitudes, face au développement des inégalités, l'École est victime d'une perte de sens. Elle est remise en question par une marchandisation rampante, y compris interne, par la concurrence d'officines parascolaires privées qui se nourrissent de l'angoisse et de l'échec, par les attentes multiples des parents, les exigences contradictoires qui lui sont assignées, la ségrégation interne qui se renforce.

L'École en trop d'endroits, est menacée de disqualification, d'implosion ou d'explosion.

Nous francs-maçons d'Eugène Varlin, attachés à notre idéal d'humanisme fait de fraternité universelle et de justice sociale, nous ne pouvons accepter ce constat. Il est temps de nous exprimer, nous devons être les initiateurs d'une volonté citoyenne de faire que l'École redevienne le pilier essentiel de la République, notre République, celle à laquelle nous faisons référence à chacune de nos tenues.

**

C'est sous le patronage de la liberté de penser, de créer et d'agir que nous plaçons l'École laïque, **l'École de la République.**
Elle n'est pas un **service public ordinaire.**

Pour situer un peu mieux la difficulté de ce que doit être l'École aujourd'hui et surtout demain, il est une réalité que nous devons prendre en compte : le temps scolaire représente 10% du temps de vie des enfants et des jeunes. Ils apprennent aussi devant la télévision, Internet, dans la rue, en famille ou en groupe. Ce constat exige la nécessité de donner à l'École des objectifs clairs et de lui donner les moyens nécessaires à remplir sa fonction.

L'École doit retrouver et réaffirmer sa mission **d'émancipation.** Elle doit assurer l'acquisition et la maîtrise des savoirs, des connaissances et des compétences indispensables à chacun.

L'École doit offrir aux enfants et adolescents un **espace protecteur** où ils apprennent collectivement à se respecter, à se comprendre et à comprendre le monde où ils vivent, où ils apprennent, ensemble, à vivre ensemble. Le caractère laïque ne doit pas être perçu comme attentatoire à la liberté mais comme

l'exigence constante du respect de tous. Le droit à la différence, revendiqué par certains au nom de la liberté, exclut mais ne rassemble pas.

L'École doit devenir un **lieu d'apprentissage de la démocratie**. Ce qui suppose un fonctionnement où les droits individuels et collectifs de tous les acteurs de l'École soient reconnus.

Si nous osons affirmer que l'École n'est pas un service public ordinaire mais que c'est une institution de l'État, cela veut dire que celui-ci doit garantir les objectifs et ce qui se fait dans l'École publique.

Si nous osons affirmer que les missions de l'École - telles que nous venons de les énoncer - sont les missions d'une École à laquelle nous croyons sincèrement parce qu'elle seule est le premier maillon du nécessaire vivre ensemble, alors comment comprendre cet abandon idéologique ?

Allons-nous accepter la marchandisation rampante de l'école ? Allons-nous laisser s'établir dans les esprits que cette École publique est disqualifiée et que seules des officines privées sont à même d'apporter des réponses sérieuses aux inquiétudes de nos concitoyens ?

Où le vivre ensemble harmonieux peut-il le mieux commencer à s'élaborer ? Nous faisons tous le constat d'une société de plus en plus individuelle, sans communication véritable entre ses différentes composantes où les seuls critères d'identification sont sociaux, professionnels, communautaristes,....Allons-nous abandonner le dernier bastion commun à tous les jeunes de France, pour nous adapter à l'air du temps et ainsi nous soumettre à la mondialisation libérale ? L'École doit imposer ses exigences intellectuelles et morales si elle veut rester libératrice. L'École publique doit redevenir le creuset de la vie sociale adulte.

Mais soyons réalistes, il ne suffit pas de nous lancer dans des incantations pour défendre cette École publique, sachons encourager chez nos élus républicains - dont un certain nombre sont nos frères - les manifestations en actes de leurs convictions républicaines qu'ils affichent seulement dans leurs propos.

Si la République veut assigner à son École publique ces missions, elle doit conforter celle-ci dans trois domaines :

- réaffirmer la laïcité institutionnelle comme principe raisonnable d'organisation sociale et intellectuelle. La laïcité n'est pas qu'un principe permettant un mode d'organisation de la société pour vivre ensemble, elle est d'abord une valeur fondant la liberté, la fraternité, la solidarité, la justice et l'égalité, et assurant la construction d'une personne à la fois autonome et solidaire.

- définir son objectif de qualification de la personne pour former le futur homme, le futur citoyen et le futur travailleur en respectant l'individualité de chacun dans un collectif social de fraternité.

- affirmer et reconnaître un droit à l'éducation permettant de respecter les attentes et les rythmes de chacun.

Vaste et ambitieux programme que celui-ci ! Il ne nous appartient pas de formuler, de détailler dans les moindres détails tous les contenus de l'École, mais d'être une force de proposition pour que cette institution de la République permette à chacun de ses enfants de vivre pleinement, lorsqu'il sera devenu adulte, son statut de citoyen responsable des devoirs et de ses droits.

Toutefois, soyons réalistes, cette École publique, laïque ne peut à elle seule prétendre résoudre toutes les difficultés que j'ai évoquées dans la deuxième partie de mon exposé. Les mots liberté, égalité, fraternité de plus en plus souvent inscrits sur les frontons de nos écoles rénovées - et je m'en réjouis tout particulièrement - ne peuvent être porteurs de sens si la société ne les fait pas siens.

Des réponses justes doivent être apportées aux problèmes du logement, de l'emploi qui conditionnent la vie de tout être humain. Ne nous contentons pas seulement d'un discours humaniste généreux mais essayons partout où nous le pouvons de construire cet espace de vie pour que chacun s'y sente conforté dans sa dignité d'homme.

En France, s'affirmer républicain c'est être laïque. Mais qu'est-ce que cela veut dire ? Je dirai tout simplement : affecter toutes les forces humaines et financières de l'État au seul service de ce qui est commun à tous et qui contribue à rendre compréhensible par tous notre devise républicaine. Le service public a des contraintes en termes d'égalité, de continuité sur le territoire, de laïcité, de gratuité qui ne s'appliquent pas au privé. A obligations différentes, ne sauraient correspondre des droits égaux.

Arrive le moment de la conclusion. Nous francs-maçons, que pouvons nous faire ? Nous réunir dans la sécurité fraternelle de nos temples, échanger, débattre, promouvoir des idées novatrices ?

A la fin de chacune de nos tenues, le frère second surveillant dit : « ... ils promettent de continuer, en dehors du temple l'œuvre maçonnique.... »

C'est sur cette œuvre maçonnique, résultat de notre engagement initiatique que je voudrais terminer. Que chacun d'entre nous, dans le monde profane, engagé dans l'action militante politique ou associative n'oublie pas son serment.

J'ai commencé cette planche par une citation, vous me permettrait pour finir de citer Diderot : « Avoir des esclaves est grave, mais il y a plus intolérable, avoir des esclaves et les appeler citoyens ».

Dans un monde dominé par une pensée unique, libérale et hyper médiatisée, les citoyens deviennent vite des esclaves qui s'ignorent.

L'École publique laïque est une grande ambition pour éviter cela si nous savons faire partager la foi pour cette œuvre de raison et de justice.